



Confederation of Towns and Municipalities of Europe
Konföderation der Gemeinden und Städte Europas
Confédération des Petites Villes de l'Union européenne

RESOLUTION DE TELTOW

A l'occasion de l'Assemblée Générale de la Confédération des Petites Villes de l'Union européenne, les Présidents des associations réunies, membres de la Confédération, au-delà de leur attachement à la construction européenne, affirment :

Dans la continuité des engagements du Pacte des Maires, les collectivités locales, et notamment les villes et petites villes de l'Union européenne ont un rôle primordial à jouer dans l'atteinte de nos objectifs en matière de digitalisation, de lutte contre le réchauffement climatique, contre les fractures territoriales par la promotion et la mise en œuvre de solutions pour un développement durable. Le risque est réel. L'Europe rurale, l'Europe périphérique et l'Europe des petites villes sont très souvent les victimes des fractures territoriales et sociales grandissantes à travers tout le continent. Nous, élus de ces collectivités, nous retrouvons en première ligne face à l'abandon de ces pans entiers de nos populations. En partenariat avec les Régions d'Europe, les institutions européennes et notamment le Comité européen des Régions, nous souhaitons participer à la co-construction de réponses politiques et pragmatiques à ces préoccupations.

L'urgence est écologique et sociale mais elle est aussi territoriale.

Face à ce constat, l'Union européenne est un partenaire nécessaire pour permettre aux petites villes européennes de porter des projets concrets pour les territoires sur la transition écologique et numérique, la lutte contre le réchauffement climatique, ou la lutte contre les inégalités. Nous refusons la baisse des budgets européens, et notamment des fonds structurels, à savoir le fonds européen de développement régional, le fonds social européen ainsi que le fonds européen agricole pour le développement rural. Nous demandons à bénéficier d'une plus grande visibilité des aides et en cela, que l'Union adopte un plan d'urgence pour que les politiques actuelles soient prolongées en cas de retard dans le prochain budget pluriannuel.

L'augmentation du budget face aux missions grandissantes de l'Union est une de nos priorités. Nous demandons que les nouvelles priorités des Etats ne soient pas financées sur le dos des politiques de solidarités européennes, qui sont les plus visibles pour nos concitoyens, dans les territoires. Elles ne doivent pas être une variable d'ajustement et ne peuvent compenser la faiblesse et l'insuffisance du budget européen. L'Union doit disposer de moyens pour mettre en œuvre ses priorités et les ressources propres sont une solution.

Les politiques territoriales européennes sont une priorité pour nos villes, notamment les plus petites.

Nous accueillons avec intérêt le choix de la Commission européenne de faire du « développement durable » et des énergies « propres » des piliers des prochaines politiques communautaires. Pour participer à cet effort collectif, nous demandons à ce qu'une définition claire et applicable soit adoptée pour ces deux termes, afin que nos petites villes puissent dès à présent s'adapter pour mettre en œuvre la transition écologique dont notre continent a besoin, et permettre au « Green New Deal » voulu par la Commission de prendre corps.

C'est pourquoi nous soutenons également la proposition de la Commission d'organiser une conférence sur l'avenir de l'Europe au cours de la prochaine période. Nous y voyons une occasion extraordinaire d'engager un dialogue décentralisé, ouvert, structuré et transparent avec la société civile et les citoyens sur nos territoires.

Nous appelons toutes les associations d'élus des villes d'Europe, petites ou moyennes, à se joindre à notre confédération afin de continuer à peser auprès des institutions européennes et nationales de nos Etats afin que ces messages, ainsi que tous ceux qui contribueront à lutter contre les inégalités et fractures territoriales, soient mieux entendues.

Fait à Berlin, le sept novembre deux-mille dix-neuf,

Roberto Pella
Président de la CPVUE
Vice-Président de l'ANCI

Christophe Bouillon
Vice-Président CPVUE
Président de l'APVF

Markus Honnigfort
Vice-Président CPVUE
Maire de Haren (Ems)